

HISTOIRE

Rubrique coordonnée par Nouredine SRAÏEB

- AGERON Charles-Robert (dir.) – **La guerre d'Algérie et les Algériens 1954-1962**. Paris, Armand Colin, 1997, 346 p.

À l'issue du colloque organisé à Paris en décembre 1988 sur « La guerre d'Algérie et les Français » (publié en 1990), Charles-Robert Ageron s'était engagé à en réunir un autre sur un sujet complémentaire : La guerre d'Algérie et les Algériens. Huit ans plus tard, cette promesse a été tenue, sous la forme plus modeste d'une table ronde de deux jours (les 26 et 27 mars 1996) organisée de nouveau par l'IHTP, avec la participation d'un nombre égal d'historiens français et algériens (huit de chaque côté). Cette rencontre a été l'occasion d'un fructueux échange d'informations sur les conditions et les résultats des recherches dans les deux pays. Il était évidemment impossible d'étudier tous les problèmes dans un cadre aussi limité. Pourtant, malgré l'absence de concertation préalable, les diverses communications ont conduit à des recoupements et à des convergences. Dans sa présentation de l'ouvrage, Charles-Robert Ageron insiste sur le devoir de vérité scientifique qui s'impose aux historiens des deux pays, et sur la complémentarité de leurs efforts qui ont rapproché « l'heure où l'on pourra écrire une histoire de la guerre d'Algérie qui serait acceptée par tous les Algériens et par tous les Français. Le plan des actes publiés est plus simple et plus clair que celui de la table-ronde. La première partie étudie certains aspects militaires, politiques et institutionnels de la guerre ; la deuxième est consacrée à la propagande, et la troisième à la mémoire de la guerre d'indépendance en Algérie. La première partie commence par évoquer le 1^{er} novembre 1954, mais à Oran, ville où l'action s'était soldée par un fiasco total. Omar Carlier analyse avec pertinence et subtilité les caractères originaux du mouvement national en Oranie, dirigé par des chefs venus de l'Est, et réorganisé à partir du Maroc après l'échec initial. On retiendra entre autres remarques l'inspiration plus patriotique et anticolonialiste que religieuse des initiateurs du soulèvement, leur dévouement total à la révolution et leur obsession de l'organisation, allant chez certains jusqu'au rejet de la démocratie (p. 22-23).

Charles-Robert Ageron étudie méthodiquement l'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois, à partir des quelques témoignages algériens et des archives militaires françaises. Il démontre que le chef régional du FLN-ALN, Zighout Youcef, avait voulu relancer le soulèvement menacé d'étouffement par la répression, en faisant participer les civils algériens à des violences aveugles contre les civils français, afin de « creuser le fossé entre les populations européenne et algérienne », et que le commandement français est tombé dans le piège de cette « provocation calculée » en recourant à une répression massive. Cette démonstration réfute l'interprétation proposée en 1992 au colloque *Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie* par M^{me} Djamilia Amrane, selon laquelle les massacres d'Européens auraient pu s'expliquer par des vengeances locales spontanées⁽¹⁾. Charles-Robert Ageron fait le point sur les divers bilans

(1) Cf. *Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie*, Paris, La Ligue et IMA, 1993, t. II, p. 372-375, 403-404, 430-432.

fournis par les sources françaises du nombre de victimes de l'insurrection (110 ou 123 tués) et de la répression (1 057, 1 273 ou « entre 2 000 et 3 000 tués »); il cite les estimations algériennes (10 000 ou 12 000 morts et disparus) sans les cautionner⁽²⁾.

Mahfoud Kaddache étudie ensuite « les tournants de la guerre de Libération au niveau des masses populaires », c'est-à-dire l'intervention des masses répondant à l'appel du FLN (ou le devançant même) dans trois grandes occasions : le 20 août 1955 dans le Nord Constantinois, la grève générale de 8 jours déclenchée le 28 janvier 1957 pour soutenir le FLN devant l'ONU, et enfin les manifestations urbaines de décembre 1960. Sur le premier événement, l'analyse de Mahfoud Kaddache confirme entièrement celle de Charles-Robert Ageron. Sur le deuxième, la démonstration ne paraît pas à la hauteur de la thèse affirmée. On conserve des doutes sur le caractère non-violent de l'action prévue par le FLN (que semble contredire un tract reproduit et cautionné par Khalfa Mameri dans sa biographie d'Abane Ramdane), sur le diagnostic de succès d'une grève brisée en deux jours, et surtout sur le bilan de victoire final, que dément la sévère critique de Ben Khedda citée p. 67 (« La grève des huit jours changea la situation à Alger du tout au tout, quarante-huit heures à peine après son déclenchement, nous avons perdu l'initiative [...] »). L'affirmation triomphaliste d'*El Moudjahid* un an plus tard (« la grève générale a marqué un grand tournant dans la Révolution algérienne [...], la solidarité des masses populaires a consacré le FLN, représentant exclusif du peuple algérien et seul interlocuteur valable ») ne prouve rien. Au contraire, selon toutes les apparences, le FLN avait perdu la capacité de mobiliser les foules musulmanes d'Alger jusqu'aux journées des 10 et 11 décembre 1960, tournant incontestable et décisif. La démonstration de Mahfoud Kaddache, fondée sur de nombreux témoignages algériens, est sur ce point beaucoup plus convaincante. C'est alors que l'intervention inattendue des jeunes a enfin répondu aux espoirs des chefs du FLN.

La communication suivante, celle de l'ethnologue Camille Lacoste-Dujardin, aurait été aussi bien placée dans la troisième partie. Elle étudie, en effet, l'histoire et les représentations de la guerre dans une région, celle des Iflissen Lebahar (en Kabylie maritime), théâtre d'une expérience avortée de faux contre-maquis, récupérée par l'ALN et sanctionnée par une très brutale répression française en octobre 1956. L'auteur confronte les rares témoignages écrits des deux camps, le journal de marche de l'unité militaire française tenant le secteur, et les mémoires orales de la population masculine et féminine.

Jacques Frémeaux fait le point, à partir des archives militaires françaises principalement, sur le rôle du Sahara et de l'Atlas saharien dans la guerre d'Algérie. Il retrace les opérations militaires, mais aussi la pénétration croissante de l'influence du FLN, qui devient préoccupante pour les autorités françaises dès le printemps 1960, bien que celles-ci gardent en main la majorité des guerriers des tribus nomades.

Daho Djerbal étudie « la question des voies et moyens de la guerre de Libération nationale en territoire français », à partir du point de vue d'anciens militants de la Fédération de France du FLN. Il retrace l'intégration des étudiants et des intellectuels dans cette organisation de 1955 à 1958, et il montre que la décision

(2) Les Mémoires de Lakhdar Ben Tobbal, cités par Gilbert Meynier (p. 264) affirment que ce nombre est fondé sur un recensement nominatif des victimes. Il semble pourtant invraisemblable que le seul Nord-Constantinois ait enregistré 8 % des 152 000 martyrs algériens recensés en quelques jours.

d'ouvrir un second front en France, prise par le CCE en juillet 1958 pour des raisons gardées secrètes, a scellé l'impossibilité d'ouvrir un débat sur les objectifs politiques (guerre «peuple contre peuple» ou recherche d'alliances?) au sein du comité fédéral, ce dont Mohammed Harbi tira la leçon en démissionnant.

La jeune historienne Sylvie Thénault esquisse une recherche à développer sur l'organisation judiciaire du FLN à partir des documents saisis par l'armée française et des rapports de synthèse du deuxième bureau. Elle distingue l'intention du FLN de substituer sa justice à celle des Français, le système théorique établi par le Congrès de la Soummam, et les réalités, très variables suivant les temps et les lieux; elle s'interroge sur le rôle de la situation de guerre et de révolution dans le caractère violent de la plupart des sentences, et sur les sources d'inspiration (traditions religieuses et coutumières, «technique révolutionnaire» des systèmes communistes, et influence française) de cette justice. L'étude du «complot Lamouri» de novembre 1958 par Mohammed Harbi illustre remarquablement la difficulté d'institutionnaliser une révolution en temps de guerre. S'appuyant sur des notes personnelles de l'époque, sur des entretiens avec des anciens maquisards ayant connu les accusés ou participé à leur procès, et sur les mémoires inédits de Lakhdar Ben Tobbal, l'auteur distingue les racines lointaines du complot dans l'histoire tourmentée de la wilaya I (Aurès-Némentchas) et de la zone de Souk Ahras, particulièrement affectées par les forces centrifuges; puis les causes immédiates, les sanctions prises par le GPRA contre les chefs du nouveau «Commandement opérationnel militaire» de l'Est, jugé responsable de l'échec des opérations visant la ligne Morice; enfin l'échec du complot et sa répression relativement limitée par la haute cour de justice militaire⁽³⁾. Puis Mohammed Harbi analyse deux des questions soulevées par cette crise : l'organisation de l'armée algérienne (dont l'état-major général fut créé un an après le jugement des comploteurs), et les «polarisations régionalistes», qui ne peuvent se réduire à des manipulations colonialistes. Il remarque en conclusion que «la démocratie ne faisait pas partie de la vision des protagonistes», et que les données structurelles ne permettaient guère de la réaliser.

La deuxième partie, plus brève, est entièrement consacrée à la propagande de guerre du FLN. Zahir Ihaddaden en propose une vue d'ensemble. Après avoir rappelé que celle-ci a passé sous silence tous les aspects négatifs de la révolution ou les a niés (massacre de Melouza, meurtre d'Abane Ramdane), il définit cette propagande suivant les termes de la plate-forme du congrès de la Soummam, comme se distinguant de l'agitation par sa «forme sérieuse, mesurée et nuancée», qui n'exclut pas pour autant «la fermeté, la franchise et la flamme révolutionnaire». Puis il en examine les caractéristiques. Continuant celle du PPA-MTL, fondée sur une base idéologique nationaliste, cette propagande est pragmatique et réaliste, utilise des moyens limités, et s'adresse à un public varié et complexe. Elle s'est déployée en trois étapes, visant d'abord la mobilisation du peuple algérien, puis l'internationalisation du problème algérien; enfin l'ouverture et l'aboutissement de négociations avec le gouvernement français. L'auteur conclut à l'efficacité de la propagande du FLN, qui lui paraît primer toute autre considération. Il admet que le Front a mal préparé l'après-guerre, mais refuse de le rendre responsable de l'évolution postérieure.

(3) Voir le texte intégral du jugement en annexe, p. 169-174.

Charles-Robert Ageron étudie la « guerre psychologique » de l'ALN d'après les documents saisis par l'armée française, d'une façon plus concrète, en distinguant les différents publics visés par sa propagande écrite : militaires français, soldats africains, légionnaires, militaires algériens et marocains, goumiers et harkis, Européens et juifs d'Algérie, et populations algériennes musulmanes (davantage touchées par la propagande orale : réunions publiques et rumeurs). Ses conclusions sur son efficacité sont beaucoup plus nuancées : échec statistique des appels à la désertion de militaires français (sauf pour les légionnaires) et algériens (à moins de prendre en compte l'augmentation du taux d'insoumission), inefficacité des ouvertures aux Européens et aux juifs algériens, démenties par des actes contraires. La propagande, surtout orale, en milieu algérien aurait eu des effets plus contrastés : échec à empêcher la fréquentation des SAS, les engagements de supplétifs, et à provoquer leur désertion, mais réussite à contrebattre la propagande française, à donner une certaine crédibilité à l'idée d'Algérie indépendante, et à entretenir le moral des combattants. Dans une autre communication portant sur la propagande radiophonique du FLN et de ses alliés arabes, il la juge « sommaire, souvent maladroite et dangereusement mensongère ».

De même, Daniel Lefeuvre étudie les réactions algériennes à la propagande économique française. Si cette dernière surestimait l'effet des arguments économiques sur une population algérienne soucieuse avant tout de dignité, celle du FLN était dangereusement tributaire du mythe anticolonialiste du pillage des richesses naturelles de l'Algérie au profit d'intérêts étrangers, et inconsciente des véritables problèmes démo-économiques. La « faible prise en considération des contraintes économiques et sociales réelles » et la surestimation des effets de la volonté politique ont mal préparé les Algériens à leurs tâches futures.

La troisième partie est consacrée à la mémoire de la guerre de libération nationale en Algérie. Gilbert Meynier étudie l'idéologie et la culture politique de la Révolution algérienne dans les Mémoires inédits de Lakhdar Ben Tobbal. Rendant hommage au travail de leur rédacteur, l'historien Daho Djerbal, il fait regretter leur non-publication⁽⁴⁾ – en montrant la très grande richesse. Il retrace la carrière d'un patriote de formation moderne devenu révolutionnaire dans l'OS, chef de maquis dans le Nord Constantinois, puis dirigeant national de premier plan à l'extérieur. Il conclut que ces Mémoires sont « une pièce essentielle » à verser au dossier concernant « la naissance en Algérie d'une bureaucratie avide de pouvoir et d'avantages matériels », avec d'autres témoignages démontrant que « le système de pouvoir de l'Algérie contemporaine était déjà bien dessiné pendant la guerre de libération ». Il pose enfin la question du pourquoi de cette « transition vers la dictature », alors que d'autres virtualités, même faibles, existaient.

Plus brièvement, Tayeb Chentouf évoque deux types différents de Mémoires parmi ceux dont les publications se sont multipliées depuis 1989. Le témoignage simple et sincère de Mahmoud Abdoun, militant et cadre de second plan du PPA-MTLD (*Témoignage d'un militant du mouvement nationaliste*, Alger, Dahlab, 1990). Et l'ouvrage de Ben Youcef Ben Khedda, dirigeant plus important du même parti, sur *Les origines du 1^{er} novembre 1954* (Alger, Dahlab, 1989) qui se présente comme une contre-histoire du nationalisme sans assumer le statut de témoin de son auteur.

(4) Due à l'opposition du pouvoir algérien jusqu'en 1988, puis à celle de Lakhdar Ben Tobbal.

La fabrication d'une mémoire nationale de la guerre de Libération par les médias algériens de 1963 à 1995 est analysée avec une grande vigueur critique par Fouad Soufi. Il démontre que, « dans un pays où les disciplines de l'esprit n'ont que peu de chances d'être autonomes par rapport au pouvoir, l'histoire est instrumentalisée par les médias », et que « la fabrication de la mémoire de la guerre contre la recherche historique » aboutit à son éclatement, « conséquence logique de la manipulation du souvenir ». Dans le même esprit, Hassan Remaoun démontre que l'écriture ou la réécriture de l'histoire et son enseignement (de l'école fondamentale à l'Université) sont utilisés par le système institutionnel de l'Algérie indépendante afin de « pérenniser son propre mythe de fondation ». Il conclut néanmoins, avec un optimisme relatif, que depuis 1989 la poussée démocratique a favorisé un réaménagement du nationalisme devenant plus ouvert au pluralisme, ce qui devrait favoriser « un exercice plus serein des sciences sociales en général et de l'historiographie en particulier ».

Placée à la fin de la première matinée pour des raisons de commodité, la communication de l'auteur de ce compte-rendu⁽⁵⁾, qui désignait la manipulation de la mémoire du passé comme une cause de sa répétition dans l'actualité et un obstacle à la guérison de ses séquelles, avait provoqué quelques remous. Remise à sa place logique, elle ne détone plus.

À défaut d'une impossible conclusion, l'ouvrage se termine sur l'évocation par Benjamin Stora des images cinématographiques de la guerre dans les deux pays (avec une référence comparative aux images américaines de la guerre du Vietnam), reflets de conflits de mémoire qui restent irréconciliés.

Guy PERVILLE

• BERTHAUD, Michel – **Marrakech, Années 20, récits de voyage**, Marseille, Éditions La croisée des chemins, 1997, 95 p.

L'anthologie de Michel Berthaud rassemble des extraits des ouvrages d'Henri Bordeaux *Un printemps au Maroc* (1931), de Raymond Boissier *Dans Marrakech, la rouge* (1930), de Jules Borély *Le Maroc au pinceau* (1950) et *Mon plaisir au Maroc* (1927), de Henriette Célarié *Un mois au Maroc* (1923), d'André Chevillon *Marrakech dans les palmes* (1919), de Marie-Thérèse Gadala *Au Maroc* (1936), de Camille Mauclair *Les couleurs du Maroc* (1933), de Marcel Monmarché *Guide Bleu* (1921) et de Jérôme et Jean Tharaud *Marrakech ou les seigneurs de l'Atlas* (1920). La présentation des extraits de ces textes s'accompagne de reproductions de photographies en noir et blanc du fond du Centre d'Études Arabes de l'Ambassade de France au Maroc.

Les documents sont organisés de manière à conduire le lecteur, selon le parcours du *Guide Bleu*, de l'arrivée à Marrakech jusqu'à la palmeraie, en passant par les souks, les édifices politiques et religieux, et enfin la ville nouvelle et le Gueliz. Ces témoignages expriment tout l'émerveillement des voyageurs devant l'intensité et la variété de couleurs des paysages et du ciel. Marrakech, alors au seuil de son développement et de sa croissance modernes, livre dans cet ouvrage toute la richesse de son passé.

Sophie CLAIRET

(5) Histoire de l'Algérie et mythes politiques algériens : du « parti de la France » aux « anciens et nouveaux harkis », (p. 323-331).

- BESSAÏH Boualem – **De l'Émir Abdelkader à l'Imam Chamyl. Le héros des Tchétchènes et du Caucase.** Alger, Éditions Dahlab, 1997, 309 p.

Dressant le destin croisé de deux grandes figures de l'Islam, l'ancien ministre algérien de la Culture et des Affaires étrangères que fut Boualem Bessaïh nous livre la trame d'un fascinant récit. Pétri d'intrigues et de secrets de palais, l'auteur dresse les contours d'une époque où l'Europe tentait de dominer le monde, et où les peuples asservis demeuraient pétrifiés face à cette redoutable mécanique impérialiste devant laquelle ils ne pouvaient opposer qu'une résistance aussi héroïque que vaine. Cet ouvrage s'intéresse plus spécifiquement à la lutte qui opposa l'Émir Abdelkader à la France coloniale de Louis-Philippe et de Napoléon III, ainsi qu'à celle de l'Imam Chamyl contre la Russie tsariste de Nicolas I^{er} et d'Alexandre II. Boualem Bessaïh nous conte dans un style narratif quasi-romanesque ce double parcours, à bien des égards identiques, fait de combats et de défaites, de triomphes et de revers politiques, et s'achevant par la reddition : celle d'Abdelkader tout d'abord, âprement négociée, en 1847, et celle, enfin, de Chamyl, en 1859. Chacun d'eux refusera un titre de vice-roi, d'Algérie pour Abdelkader, du Caucase pour Chamyl. Mais il faudra attendre 1870 pour que les deux hommes, après un long exil, l'un en France, l'autre en Russie, puissent enfin se rencontrer à Suez. À travers ce captivant récit historique, l'auteur dessine en toile de fond le tableau non moins passionnant d'un siècle à part, aux mains d'hommes et de femmes aux destins remarquables (Louis-Philippe, Napoléon III, Nicolas I^{er}, Alexandre II, la Reine Victoria, Mohamed Ali d'Égypte...).

Alexis BAUTZMANN VON RABENAU

- BOUSRIA Bouchta, DUBOS Wily, IDRISSE Mustapha, RAMADE Christian, ill. BENCHEIKH Tayeb, pref. **Meknès, cité historique**, Casablanca, Ed. Belvisi, Aix-en-Provence, Edisud, 1997, 149 p.

Cet ouvrage nous rappelle que l'UNESCO vient de classer la ville parmi celles qui méritent d'être préservées, sauvegardées au titre du patrimoine mondial. L'auteur nous fait découvrir que le patrimoine de Meknès n'est pas seulement composé de monuments prestigieux mais qu'il comporte des richesses insoupçonnées, des vestiges et des édifices qui nous surprennent par leur beauté. Ce livre contient un bref rappel des grandes étapes historiques du développement architectural de la ville. Composé essentiellement d'images photographiques pleines de vie, cet ouvrage dégage une force attractive qui nous donne la sensation de nous déplacer dans la ville. De plus, les poèmes de Mohamed Kacimi, en alternance et en harmonie avec les photographies, accompagnent à merveille notre promenade livresque.

Vanessa ROUSSEAU

- CARLIER Omar – **La révolution du rapport à l'espace et au temps et la recomposition du lien social : le cas de l'Algérie coloniale (1830-1930)**, Université d'Oran, CRASC, 1997, 34 p.

L'historien s'interroge, en prenant le cas de l'Algérie coloniale, sur les rapports entre le changement social et la relation triangulaire entre l'espace, le temps et le groupe. Son essai est en deux parties chronologiques :

– Première partie : de l'Algérie ottomane à l'espace-temps colonial (1830-1880). La « modernisation » engagée par la colonisation est bien encrée vers les années 1880. Elle a cependant deux défauts considérables : tout d'abord, pour les autochtones le progrès qu'on leur impose est souvent synonyme d'agression, de domination et de déréliction. Quant aux nouveaux venus plus réalistes, il reste

limité puisqu'il n'y a pas de véritable industrialisation en raison du blocage colonial.

Toutes les modifications tel l'aménagement d'Alger, les nouveaux tracés, la réorientation des grands axes de production et d'échange sont réalisés sans consulter les autochtones. Les colons ont effectué des modifications correspondant à leur image. Il n'est pas faux de dire qu'en 1870, la modernité est restreinte voire parfois dans certains domaines archaïque et ne profite pas aux algériens. Elle répond simplement aux attentes des colons et cela engendre une rupture de l'équilibre et un bouleversement de la vie des algériens. Néanmoins, à cette date, l'Algérie est le pays le mieux équipé d'Afrique. Le fait n'est pas sans conséquence, le choc des cultures donnera corps au face à face.

– Deuxième partie : de l'espace temps colonial à l'Algérie algérienne (1880-1930).

A cette fin de XIX^e siècle, la douleur et le désarroi d'une société vaincue ne sont pas au bout de leur peine. La société européenne confortée dans son assise par son mouvement ascendant, aime se définir comme algérienne. Elle s'est constituée sa propre culture, son langage... Les autochtones subissent d'importantes mutations dans leur vie sociale. Le déclin du nomadisme est enclenché et fait place à deux nouveaux concepts : la sédentarisation et la salarisation. L'habitat se transforme peu à peu, la tente fait place au gourbi ou à la maison. Les foyers se regroupent progressivement et le passage du rural à l'urbain s'enclenche. Quant à la notion de salaire, elle entraîne la généralisation d'un nouveau rapport social.

Deux expériences sociales inédites, dans ce fond de changement socio-économique contribuent à sortir les Algériens de l'espace temps traditionnel : la conscription engendre un choc né par l'imposition de cette instance de socialisation. Puis la migration de travail due au changement d'ordre culturel dans la perception d'ordre du monde. D'autres innovations contribuent à reconstruire le temps et l'espace des Algériens : l'accession au monde des communications et de l'information leur montrent que les idées et les nouvelles, l'argent et les sentiments, les décisions publiques et privées circulent et se transmettent autrement. Ils apprennent de nouveaux métiers (horlogers...) et avec l'école, ils passent de l'espace temps pratiqué à l'espace temps représenté. Le temps colonial impose un calendrier social aux musulmans, son rythme n'est plus gouverné par le soleil et la prière. Peu à peu la culture écrite domine la culture orale. Ainsi les colons n'ont pas simplement modifié le mode de déplacement et de communication des autochtones, ils leur ont fait changer de rythme, de calendrier et d'emploi du temps.

Tous les changements importants dans la perception, la mesure et la gestion du temps ont des conséquences diversifiées sur le groupe et son identité. Le cas de l'Algérie en est un exemple probant. L'auteur, par son analyse concentrée et d'une grande richesse, nous permet de mieux saisir les bouleversements et les mutations de tout ordre que subit une société colonisée et de comprendre les conséquences de tels actes.

Vanessa ROUSSEAU

• ÇELİK Zeynep – **Urban forms and colonial confrontations. Algiers under French rule.** University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 1997, XIV-236 p.

Ce livre, qui étudie l'image de l'Alger colonial, est du à un professeur d'architecture spécialiste de l'urbanisme « oriental » et notamment d'Istanbul au XIX^e siècle. Scrupuleusement informée sur l'Algérie coloniale par ses

lectures, ainsi que par les plans et photographies mis en œuvre, Z. Çelik passe en revue la Casbah et le quartier de la Marine aux prises avec les plans d'éventration de l'architecte de Redon de Colombier à l'époque du maire de Galland (fin XIX^e-début XX^e siècles), puis elle dégage le sens de la structure urbaine, revisitée notamment par le plan directeur et Le Corbusier au moment du centenaire de l'Algérie française. Suivent une étude sur la « maison indigène » dans sa traditionnalisation pensée par les dominateurs, et deux chapitres sur les politiques de logement – ou de non-logement – des Algériens jusqu'aux conceptions « grands ensembles » de Pouillon destinées, dans les années cinquante, par le maire Chevallier à une petite bourgeoisie, terreau illusoire de la cohabitation dans un colonialisme réformé.

Ainsi, l'ouvrage examine l'Alger colonial tel que les colonisateurs voulurent le transformer à partir de l'organisation antérieure, vouée à être détruite ou figurée en formes orientalistes traditionnalisées. La conception et le travail urbains exprimèrent leurs prévalences idéologiques. Les formes culturelles – et notamment l'architecture – inscrivirent sur le terrain des luttes sociales et politiques qui en disent souvent plus long que les discours institutionnels ou les actes nommément politiques. Il y eut des manifestations de rues début XX^e siècle pour s'opposer aux projets de Redon, qui aidèrent à sauver la Casbah du désastre. Au total, une fine contribution à la connaissance des projets et des conflits qui travaillèrent l'impérialisme colonial et les sociétés dépendantes.

Gilbert MEYNIER

– GALLISSOT René et KERGOAT Jacques (dir.), **Mehdi Ben Barka. De l'indépendance marocaine à la Tricontinentale**, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1997, 211 p.

Pour marquer le trentième anniversaire de l'enlèvement et de la disparition de Mehdi Ben Barka, *Politis*, *La Revue* et l'Institut Maghreb-Europe organisèrent en 1995 un colloque, qui donna lieu à deux volets : l'un, consacré à mesurer la trace laissée par le grand leader de l'Istiqlal et de l'UNFP dans la culture politique marocaine, l'autre, centré sur les prises de position internationales du secrétaire de la Tricontinentale et l'itinéraire du militant d'un « Maghreb des peuples » placé sous la bannière d'un arabisme ouvert.

On glissera sur quelques interventions et communications, qui « encapsulèrent » Ben Barka dans l'actualité marocaine (le rapport entre la gauche et la monarchie hassanienne) ou dans le débat de la « gauche de la gauche » sur la refondation d'un internationalisme progressiste. On mettra l'accent sur l'apport de savoir qui traversa ce colloque faisant écho, d'une certaine manière – comme le souligna René Gallissot – à celui de février 1973 consacré à commémorer le cinquantenaire de la République du Rif (actes publiés en 1976 chez Maspéro : *Abd el Krim et la République du Rif*).

Mâati Monji, co-auteur avec Zakia Daoud d'une succincte, mais éclairante mise en perspective du leader marocain (*La vie interrompue de Mehdi Ben Barka*, Michallon, 1996) fait bien ressortir le volontarisme idéaliste de Ben Barka, lorsqu'il appela, en 1956-1957, à « un renouveau psychologique rapide des populations anciennement colonisées » pour glisser de la mystique de l'indépendance à celle du développement, mais il montre combien l'opération de la « route de l'Unité », en 1957, resta un demi-succès faute d'avoir mobilisé les étudiants. Il conclut que le vrai « tombeur » de Ben Barka, ce ne fut pas Hassan II, initiateur d'une monarchie policière, mais le « phénomène Ben Youssef », c'est-à-dire, en contrepoint, le « manque d'épaisseur sociologique dont souffrait le nationalisme moderniste ».

Avec deux combinatoires étrangères l'une à l'autre (classique pour l'un, socio-linguistique pour l'autre), Mustapha Bouaziz et Abd el Halek el Bazi convergent pour marquer la parenté non pas de style, mais d'inspiration profonde, qui reliait Ben Barka à Allal el Fassi, qu'on oppose de manière forcée comme les emblèmes de deux générations et de deux manières irréductibles d'envisager l'avenir politique du Maroc et du Tiers-monde. Ils saisissent bien l'effet de généalogie intellectuelle, qui rattachait l'auteur d'*Options révolutionnaires au Maroc* (publication posthume chez Maspéro en 1966) à celui de *An Naqd ad-dâti (L'Auto-critique)*, paru au Caire en 1952. Abraham Serfaty s'emploie à explorer la «singulière relation «à distance» que Ben Barka entretint toute sa vie avec le syndicalisme en se démarquant du travaillisme de l'UMT défini par Mahjoub Ben Seddik sans se rallier à une conception marxiste, puisqu'il conférait à la réforme, puis à la révolution agraire, le rôle d'axe central dans la mobilisation des masses laborieuses. Abdallah Saaf scrute de près le rapport de Ben Barka aux communistes et conclut que «le style de travail, la manière d'être, de penser et de faire de Ben Barka le démarquaient du profil idéologique, doctrinaire et dogmatique de nombre de communistes de l'époque». Parce qu'il correspond à la traversée par Ben Barka des années tempétueuses du Tiers-mondisme en commencement de reflux, le deuxième volet de ce colloque est moins construit, moins instruit, moins convaincant. Ou plutôt ressort moins de l'analyse au sens académique et plus du témoignage («Ben Barka, Curiel, la Tricontinentale et solidarité afro-asiatique» de Fawzy Didar, «Ben Barka, l'internationaliste» de Mehdi Elmanjra) ou de l'essai : en l'occurrence, sur les limites du nationalisme d'État, dont Ben Barka et Ben Bella seront les victimes les plus voyantes (René Gallissot : «Le rêve brisé du Maghreb des peuples»).

On retiendra en particulier l'étude de Barnabé Lopez Garcia révélant le Mehdi Ben Barka des archives espagnoles et les réflexions de Mohammed Harbi sur Ben Barka et les nationalistes arabes. À l'instar de Monjib, Harbi revient sur la conjoncture touffue de l'immédiat après-indépendance en historien cherchant avant tout la raison des faits et non en idéologue pliant les faits pour qu'ils donnent raison à ses idées. Il opère une remarquable analyse de l'outillage mental des hommes prométhéens, qui prirent en main le Maghreb au sortir de l'ère coloniale : «C'est une tricherie de vouloir faire croire aujourd'hui qu'avant les échecs des années soixante, l'idéal démocratique inspirait la démarche des hommes politiques. Mehdi me confiait que l'idée d'un marché politique où s'engendraient, dans le pluralisme, des idées, des programmes, n'était pas clairement perçue par sa génération. C'est pourquoi, l'attitude de Ben Barka à l'égard de la résistance armée doit être envisagée sous l'angle de la recherche du monopole au profit de l'Istiqlal, son parti».

Au fil de ces communications, on sent la tension pointer, entre ceux qui cherchent à comprendre l'échec du projet politique de leur génération en l'expliquant avant tout par la malignité de l'impérialisme occidental (le combat continue à travers la relève des générations et le glissement des terminologies) et ceux qui s'interrogent sur la configuration de leur pensée politique au début des années 1960 et, sans la renier par une volte-face outrecuidante, recherchent le point aveugle par où le décrochage avec la réalité s'opéra et, considérant que la guerre est finie, sont en quête d'une nouvelle mesure de penser et d'un autre projet de société. Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre-colloque que d'avoir opéré un croisement créateur de sensibilités et d'approches à propos d'un homme à l'exceptionnelle enveloppe de *débater* et d'organisateur, dont tout le monde s'accorde à penser qu'il a manqué cruellement à son pays, au Maghreb et à la définition de relations moins inégales entre les deux hémisphères lors de ces dernières décennies.

Daniel RIVET

- GALLISSOT, René (sous la direction de) – **Les accords d'Evian en conjoncture et en longue durée**, Paris, Institut Maghreb-Europe, 1997, 265 p.

Cinq ans après, les actes du colloque organisé en mars 1992 à l'université de Paris VIII par l'Institut Maghreb-Europe pour commémorer le trentième anniversaire des accords d'Evian ont été publiés. Cette publication n'est pas intégrale : on n'y retrouve pas certaines communications qui avaient été présentées oralement, comme celle d'André Nouschi sur les compagnies pétrolières au Sahara, et celle de Jacques Marseille sur la signification économique des accords du point de vue français, ni les débats qui avaient été très riches et animés. C'est néanmoins un volume substantiel et d'un grand intérêt. Le plan de l'ouvrage ne reproduit pas exactement celui du colloque. Il regroupe en première partie les interventions des témoins : Redha Malek et Lakhdar Ben Tobbal du côté algérien, Jean-Marcel Jeanneney (premier ambassadeur de France à Alger) du côté français. La deuxième partie analyse les accords d'Evian tels qu'ils se présentaient « à cette époque » : l'historien allemand Hartmut Elsenhans explique la « signification néo-coloniale des accords d'Evian ». Abderrahim Taleb Bendiab (décédé depuis) exposait avec précision le « bilan colonial » des entreprises françaises en Algérie jusqu'en 1962, et Marie-Bénédicte Desjuzeur l'importance relative du tournant de 1962 dans la politique de la Compagnie française des pétroles (CFP). Enfin, le sociologue M'Hamed Boukhobza (assassiné à Alger en juin 1993) met en évidence le bouleversement brutal de la société algérienne par le départ massif des Européens et par le transfert massif de leurs biens et de leurs emplois à certains Algériens, phénomène capital dont il montre les effets pervers à long terme. La troisième partie évoque « la déchirure » : l'exode dramatique des habitants européens d'Oran (Fouad Soufi) et plus largement celui de la masse de Français d'Algérie (Jean-Louis Planche); celui de la communauté juive, presque entièrement orienté vers la France (Richard Ayoun), et le plus tragique, celui des « harkis » et autres supplétifs musulmans fuyant des représailles que les accords d'Evian étaient censés interdire (Saliha Abdellatif). La quatrième partie regroupe des contributions plus disparates qui étudient l'application (et la non-application) et le dépassement des accords, soit d'une façon générale, d'un point de vue politique (Guy Pervillé) ou économique (Salah Mouhoubi), soit sous des aspects particuliers : l'installation des rapatriés d'Algérie en France, notamment celle des « harkis » et de leurs familles (Mohand Khellil), les options de nationalité des Algériens en France (Tayeb Benamara), le devenir de la sidérurgie bônoise (Vincent Beylier) et celui de l'agriculture algérienne (Mouloud Sloughi). La cinquième partie rassemble des analyses également diverses sur le sens des accords d'Evian dans la longue durée : réflexions comparatives sur les dénouements des guerres d'Algérie et du Vietnam (Benjamin Stora), jugement positif de Charles Robert Ageron sur la signification politique des accords d'Evian pour la France, étude approfondie des notions de nationalité et de citoyenneté en Algérie par le juriste El Hadi Chalabi, et du processus de formation de l'État algérien par Mohammed Harbi. Ce plan remanié n'était sans doute pas le seul possible, et le lecteur aura intérêt à s'en affranchir pour rechercher des parallélismes ou des divergences entre des communications diversement situées. Il pourra, notamment, constater une différence d'appréciations entre celle, très optimiste, de Charles Robert Ageron et celle, beaucoup plus pessimiste, de l'auteur de ce compte-rendu. Il aurait pu en constater une autre entre les vues de Hartmut Elsenhans et celles de Jacques Marseille, si un texte de ce dernier avait été publié.

Il appartenait à René Gallissot de rassembler toutes ces analyses parfois contradictoires et d'en tirer des conclusions, ce qu'il a fait avec éloquence et conviction dans un long « final », qui expose la signification et les limites d'une libération nationale. Dénonçant l'erreur de prendre à la lettre les accords d'Evian pour conclure trop facilement à leur échec, il situe leur importance sur deux plans (celui des rapports entre deux nations, et celui de l'histoire mondiale de la décolonisation), et leur attribue une triple signification : « sortie d'une impasse coloniale pour le nationalisme français qui devient européen », « dénouement d'une forme ancienne de rapports de dépendance qui se renouent dans une économie-monde », « affirmation nationale algérienne sur le mode de l'arabo-islamisme ». Pour finir, il rejette deux ou trois façons de minimiser l'importance et le sens des accords d'Evian : s'en tenir à la lettre, pour condamner leur application, voire leur trahison. Ou encore « voir court et penser petit » de deux manières différentes, soit en « entretenant la nostalgie de l'Empire », soit « en jouant la satisfaction franco-centrique du bienheureux largage du boulet colonial ».

Cette dernière flèche visant manifestement Jacques Marseille, qui est plusieurs fois interpellé par René Gallissot dans sa conclusion, le lecteur peut regretter que la pensée de celui-ci ne soit exprimée dans ce volume autrement que par la référence à ses travaux (p. 242). Il faut préciser que Jacques Marseille avait, suivant la manière provocante qu'il affectionne, voulu démontrer que « l'indépendance de l'Algérie avait été une bonne affaire pour la France et une mauvaise affaire pour l'Algérie », en réfutant deux mythes : « l'Algérie, meilleur client de la France » (propagande nationaliste française) et « la France responsable de la misère des masses algériennes » (propagande nationaliste algérienne). Ses propos ont été critiqués par plusieurs auditeurs et participants au colloque – Hartmut Elsenhans s'est dit choqué, mais il a reconnu que l'Algérie avait été une mauvaise affaire pour la France, à l'exception d'intérêts particuliers. Mohammed Harbi a dénoncé des simplifications exagérées, mais il a admis un point fort dans la démonstration de Jacques Marseille, l'importance de la question démographique, sous-estimée par la colonisation et plus encore par l'Algérie indépendante.

René Gallissot conclut sa synthèse en rappelant à tous les critiques des accords d'Evian leur point essentiel : « arrêtez de tuer ». Il est vrai que ces accords ont eu le mérite de mettre fin à sept ans d'une guerre cruelle, mais pas immédiatement. Leur message de paix a été refusé par l'OAS (comme l'a rappelé Jean-Marcel Jeanneney) ; mais pas seulement par celle-ci⁽⁶⁾. La lutte contre ses méfaits à Alger et à Oran n'explique qu'en partie les enlèvements et les meurtres d'Européens, et encore moins les massacres de « harkis ». Peut-on considérer ces violations très graves des clauses fondamentales des accords comme des aléas conjoncturels sans conséquence dans la longue durée ? La résurgence de la violence qui donne l'impression d'une répétition de la guerre d'Algérie depuis 1992 me paraît démentir l'idée d'une réussite durable des accords d'Evian.

Guy PERVILLÉ

(6) Le dernier livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*, Paris, Maspero, 1961, qui justifiaient la « violence absolue » du colonisé contre le colonisateur, ne faisait que théoriser une mentalité et des comportements bien réels.

- HENIA Abdelhamid (sous la dir. de) – **Histoire sociale et informatique : problèmes de méthode et applications thématiques**, Zaghouan Fondation Temimi, 1997, 182 p.

Cette réflexion portant sur le recours au traitement informatique des bases de données socio-historiques est le fruit d'un colloque international organisé les 21 et 22 octobre 1993 par le Groupe de Recherche Informatique et Histoire Sociale à l'Université de Tunis I. Les douze études d'histoire sociale présentées dans ce recueil tentent de faire apparaître, au détour d'expériences éparses portant sur l'emploi de données statistiques numérisées, une méthodologie propre à l'usage de l'outil informatique. Cette volonté de faire naître dans les sciences historiques un nouveau champ d'études délimitant ce que l'on pourrait qualifier d'« Histoire Assistée par Ordinateur » est certes louable. Cependant, les exemples que recense cet ouvrage ne permettent guère d'en dessiner les contours. S'appuyant sur des logiciels désuets (la plupart des études datent, au mieux, du début des années quatre-vingt-dix) et peu performants, le lecteur attentif aux progrès accomplis dans le domaine du traitement informatique des données socio-historiques risque de demeurer sur sa faim. Pire encore, la médiocre qualité des documents informatiques servant de support à la réflexion des différents chercheurs intervenant dans cet ouvrage (graphique, tableaux, etc.) fait apparaître l'outil informatique comme rédhibitoire. Et cela est d'autant plus dommage que depuis la tenue de ce colloque (1993), les instruments de traitement informatique sont devenus à la fois plus performants, plus maniables et mieux adaptés à la recherche statistique élaborée.

Alexis BAUTSMANN VON RABENAU

- ICHEBOUDENE (Larbi) – **Alger, histoire et capitale de destin national**, Alger, Casbah Editions, 1997, 351 p.

Ce livre est une partie condensée d'une thèse de doctorat d'État ès-lettres et sciences humaines soutenue en janvier 1995 à l'Université de Paris V, sur le sujet suivant : « Alger comme système social urbain ». L'auteur a donc interprété en sociologue une bibliographie abondante et variée, sans poursuivre une recherche historique directe à partir des sources. Son but est de mettre en évidence la continuité de l'histoire d'Alger à travers les âges, la précocité de son rôle de capitale, et surtout le choc et la déstructuration causés par l'occupation coloniale, qui en a fait pendant 132 ans une « ville double » vivant une « double vie », jusqu'à l'achèvement de sa reconquête par ses habitants algériens. L'ouvrage se lit assez agréablement, en dépit de certaines complexités d'expression et d'un usage trop discordant des temps du verbe. La démonstration est globalement convaincante, quand l'auteur met en évidence la cohérence de l'organisation de la ville, des quartiers et des maisons avant 1830, et quand il analyse la brutale déstructuration de cet organisme urbain par l'incrustation d'une ville française au centre de la Médina, puis par la construction d'une deuxième ville dont les « indigènes » sont presque entièrement exclus par des discriminations sociales et éthiques. Il insiste très justement sur l'évolution du peuplement qui fait très vite d'Alger une ville en majorité française, puis après la Deuxième guerre mondiale une « ville double » caractérisée par une égalité démographique n'impliquant aucune égalité sociale entre ses deux populations. Cependant, cette démonstration inspire quelques réserves par des manifestations de parti-pris trop marquées. Dans le premier chapitre, l'auteur réagit exagérément contre les préjugés coloniaux quand il attribue à la ville turque une riche vie intellectuelle, et surtout quand il ne voit qu'un prétexte hypocrite

d'agression dans les protestations des États européens contre la course et l'esclavage (comme si ce qui était normal au XVI^e siècle devait l'être encore au début du XIX^e). Il attribue un caractère trop systématique à la destruction du cœur de la Médina qui paraît pouvoir s'expliquer par l'incurie et par l'imprévoyance avant l'annexion de 1834 ; et il omet de signaler que le vieux Paris a lui aussi été remodelé avec une certaine brutalité par les préfets Rambuteau et Haussmann durant la même période.

Mais c'est surtout le dernier chapitre qui suscite les plus fortes réticences. Après avoir démontré que l'inégalité institutionnalisée entre les deux catégories d'habitants conduisait logiquement à une révolution, l'auteur se contente d'évoquer et de justifier la « guérilla urbaine » sans en analyser les méthodes ni en critiquer les résultats. On peut voir une justice immanente dans le fait que l'Alger des Français, né dans la violence, ait péri de la même façon. Mais l'auteur aurait pu se demander, comme l'a fait M'hammed Boukhobza⁽⁷⁾, si le transfert soudain et massif de leurs biens et de leurs emplois à une minorité d'Algériens ne risquait pas de perpétuer les inégalités, et de provoquer trente ans plus tard une nouvelle révolution contre les prétendus « nouveaux Pieds-noirs ».

Guy PERVILLE

• LARONDE André – **La Libye à travers les cartes postales 1900-1940**, Tunis, Les Éditions de la Méditerranée, 1997, 110 p.

L'ouvrage présente quatre grandes parties, La Libye ottomane et l'arrivée des Italiens, À la découverte de l'intérieur du pays, À la découverte de l'Antiquité et l'Éclat de Tripoli et de Benghazi. André Laronde rassemble de nombreuses cartes postales dont les commentaires sont très instructifs, et rendent l'ensemble particulièrement intéressant. Les cartes postales apparues dès la fin de la domination ottomane se diffusent au cours de la guerre italo-kurde (1911-1912), et accompagnent l'ancrage italien en Libye. Les premières cartes postales, où les vues de Tripoli dominent largement, présentent successivement des panoramas de la ville et des palmeraies aujourd'hui urbanisées. Les scènes de marché témoignent des aspects exotiques, et les scènes militaires abondent. La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à l'intérieur du territoire, plus tardivement colonisé, plus pauvre aussi. La troisième partie est consacrée aux images de sites antiques valorisés par les Italiens soucieux de promouvoir l'Empire romain à travers ses vestiges. La dernière partie évoquant Tripoli et Benghazi, permet par comparaison avec les vues de la première partie, d'observer les opérations urbaines coloniales.

Sophie CLAIRET

• LEFEUVRE Daniel – **Chère Algérie 1930-1962**, Préface de Jacques Marseille, *Société Française d'Histoire d'Outre-Mer*, Paris, 1997, 397 p.

Il y a déjà quelques lustres que Jacques Marseille et ses épigones plaident, parmi les historiens du phénomène colonial, pour des modèles comptables qui auraient la vertu positiviste des chiffres. Dans cette ligne, Daniel Lefeuve présente au public une thèse érudite, scrupuleusement documentée, fouillée, bien écrite de surcroît.

Sa « chère Algérie » fut surtout chère, on l'aura compris, pour le portefeuille du contribuable français. Outre que reléguer les profits français au rang des

(7) « Le transfert social de l'indépendance. Les mutations urbaines (1954-1966) », in *Les accords d'Évian en conjoncture et en longue durée*, René Gallissot (dir.), Paris, Karthala, 1997, p. 67-78.

intérêts d'une ligue des contribuables est discutable, si l'argent public français fut sollicité, cela ne fut pas perdu pour tout le monde : les compagnies maritimes profitèrent du monopole de pavillon, le capitalisme agraire s'épanouit en Algérie du fait de la domination coloniale... Plus important peut-être : il y eut via l'Algérie satisfaction de fantasmes français angoisses, refoulements et prurits de grandeur mêlés.

Dire, comme le représente D. Lefeuvre, que la France a secouru une Algérie en perfusion n'a guère de sens sauf à considérer que, et la France et l'Algérie, étaient des entités insécables. Pourra-t-on raisonnablement faire croire que la minorité européenne de l'Algérie, c'était l'Algérie ? Elle fut à vrai dire, aussi, la France et elle fut partie prenante dans les processus de décision.

D. Lefeuvre montre, preuves à l'appui, que les prix de revient industriels furent plus élevés en Algérie qu'en France. Soit. La colonisation aurait donc été une mauvaise affaire. On pourra sans grande peine en conclure qu'elle fut finalement un malentendu historique. Stanley Engerman et Robert Fogel, les chantres à succès de la défunte (?) *New Economic History*, et les auteurs du très médiatique *Time on the Cross*, écrivaient il y a 24 ans que la guerre de Sécession en avait été un, bien malencontreux, certes. Il est vrai que, à l'époque, Emmanuel Leroy-Ladurie et François Furet avaient encensé l'ouvrage et que Jean Heffer affirmait que l'on ne pourrait désormais plus faire d'histoire si l'on n'était pas expert en modélisations mathématiques. Passons.

Pour D. Lefeuvre, l'émigration en France des Algériens aurait été le résultat plus d'un choix politique que de la rationalité économique. Peut-être bien si l'on arrive à démontrer qu'existerent distinctement ces deux instances. Et c'est bien là que la bât blesse. Dans le cas de l'Algérie, particulièrement, il n'exista pas un tout politique en soi et un tout économique dépolitisé. Une approche totalement économiste qui évacue le politique refoule une évidence : en situation coloniale, c'est le politique qui détermine l'économique. Soit l'assertion – convaincante et bien argumentée – selon laquelle la productivité de la main d'œuvre en Algérie fut plus faible qu'en France. On sait que l'encadrement était plus mauvais et que la formation y était davantage délaissée. C'est ce que montre l'ouvrage magistral de Hartmut Elsenhans⁽⁸⁾ – il ne figure pas dans la bibliographie de D. Lefeuvre qui, 23 ans avant lui, annonce nombre de ses thèmes de recherche et quelques-unes de ses conclusions, fort dialectiquement il est vrai. Elsenhans indique que, pendant la guerre de libération de l'Algérie, fut mise en place une antenne du CNPF pour sélectionner des ouvriers, mais qu'il y eut refus des chefs d'entreprise français de participer à la qualification professionnelle en Algérie. Quand bien même ils purent anticiper sur l'aboutissement politique terminal, ces patrons dépendaient de la politique qui se faisait ; ils n'étaient pas mus seulement par une rationalité économique en soi qui n'a en vérité pas plus de consistance que la « dernière instance » de Louis Althusser, laquelle renvoyait l'explication historique à des déterminations ultimes finalement économiques.

Il y a peu, le fait de ne considérer que l'instance économique était volontiers mis sur le compte du marxisme vulgaire, autant dire d'un Titanic idéologique ayant définitivement sombré corps et biens. Serait-on en train de renflouer ce Titanic là du côté du libéralisme ? Attention au retour de Marx quand les « retombées infrastructurelles » sont ignorées au profit d'un positivisme économiste qui

(8) ELSENHANS Hartmut, *Frankreichs Algerienkrieg 1954-1962. Entkolonisierungsversuch einer kapitalistischen Metropole. Zum Zusammenbruch der Kolonialreiche*, Carl Hanser Verlag, München, 1974, 908 p.

aurait fort étonné le maître – pourtant bien positiviste – dont seuls de tardifs disciples ont voulu à contretemps lui faire endosser le fantasme d'une dernière instance obturant le champ de la dialectique.

Elsenhans montre encore que, pendant la guerre de libération de l'Algérie, 42 % des capitaux accumulables en Algérie par les investisseurs privés et publics furent transférés à l'étranger au lieu d'être investis en Algérie. Et pour le seul pétrole, les Algériens ont bien tenté de se débarrasser de la mainmise pétrolière étrangère. Ils ont échoué dans leur tentative dans un contexte où cette mainmise était, dès les années cinquante, programmée pour cesser un jour d'être coloniale et pour rejoindre le giron d'un marché mondial qui eut peu après partie liée avec la bureaucratie au pouvoir à Alger.

La décolonisation ne fut donc pas une ruse politique de la rationalité économique. D. Lefeuvre aide, d'une certaine manière, à comprendre qu'elle fut adaptation à des évolutions politiques qui rencontrèrent la tendance hégémonique du capitalisme mondial à se débarrasser des vieux monopoles coloniaux perçus comme gênants, voire dangereux, en y intégrant les capitalismes ci-devant nationaux – ici le français, lequel s'était jusque-là fort bien accommodé d'un pacte colonial que l'évolution politique rendait irrévérablement caduc, et en tâchant de se ménager des clientèles de partenaires chez les dirigeants du Tiers Monde.

Gilbert MEYNIER

- MOULINE Said – **Essaouira**, Rabat, ministère de l'habitat, 1997, 98 p.

L'ouvrage réalisé par Said Mouline (architecte-sociologue) s'inscrit dans une collection intitulée « Repères de la mémoire » qui dédie chaque publication à une ville. Ce livre est un recueil de photographies où les commentaires peu nombreux sont la manifestation de la place privilégiée accordée à l'archive photographique. L'habitat, le patrimoine bâti, est saisi comme une partie intégrante et significative d'une identité sociale et culturelle, il est le repère d'une mémoire collective. Cet ouvrage est composé de quatre parties consacrées à des lieux forts de la ville étudiée qui sont les suivantes : le site, les portes et les fortifications, la marine et la médina. Les photographies nous montrent des scènes quotidiennes, des bâtiments pris sous le même angle au début de ce siècle et de nos jours. Elles nous permettent de voir l'évolution, les modifications et les traces du temps qui marquent notre environnement. Ce recueil de photographies consacré à Essaouira est intéressant pour servir d'appui à une étude architecturale ou sociale.

Vanessa ROUSSEAU

- NACIRI Mohamed, RAYMOND André (dir.) – **Sciences sociales et phénomènes urbains dans le monde arabe**, Casablanca, Fondation du roi Abdul-Aziz Al Saoud, 1997, 299 p.

Cet ouvrage réunit les actes du colloque de l'association de liaison entre les centres de Recherches et Documentations sur le Monde arabe (ALMA) qui s'est déroulé à Casablanca du 30 novembre au 2 décembre 1994. Il est composé de six chapitres progressifs partant des « fondations et refondations » pour nous amener à la réflexion suivante « quel avenir pour la ville arabo-islamique ». Les interventions sont en français ou en anglais et certaines sont traduites de l'arabe. Les objectifs principaux de ce colloque étaient les suivants :

– Définir les caractéristiques et les spécificités de l'urbanisme et de l'habitat dans le Monde arabe.

– Examiner ce que signifient les notions de ville, de maison arabe et islamique et en particulier quelle est leur valeur opératoire, dans un urbanisme contemporain. Puis en quoi aujourd'hui les villes, de l'Atlantique au Golfe, reflètent-elles, dans leur croissance actuelle, leur appartenance à une aire culturelle arabo-musulmane ?

Les participants à ce colloque, qui ont une grande maîtrise de leur thème, n'ont pas dressé un simple état des lieux mais ils ont fourni des réponses ou des éléments de réponses à certains problèmes.

Ce livre riche de nombreuses informations est un bon ouvrage de référence pour ceux qui s'interrogent sur les sciences et les phénomènes urbains dans le monde arabe.

Vanessa ROUSSEAU

• **POUILLON François – Les deux vies d'Etienne Dinet peintre en Islam, L'Algérie et l'héritage colonial**, Paris, Éditions Balland, 1997, 312 p.

L'ethnologue François Pouillon retrace dans son ouvrage la vie et l'œuvre du peintre orientaliste Etienne Dinet. Trois sujets intéressent le lecteur : le symbole de l'Algérie nationale qu'incarne ce peintre, la vie anticonformiste d'un homme qui s'établit dans l'oasis de Bou-Saâda et se convertit à l'Islam, et son œuvre artistique.

Dès 1969 s'engage en Algérie une entreprise de réhabilitation et de réappropriation d'Antoine Dinet, qui se marque par la publication en 1975 de l'ouvrage *Un Maître de la peinture algérienne, Nasreddine Dinet*, sur instruction du docteur Ahmed Taleb-Ibrahimi, ministre de l'Information et de la Culture algérienne. François Pouillon considère cet hommage comme un « écho de relations nouées entre le peintre et le mouvement réformiste » (p. 271). De nombreuses toiles sont diffusées sur timbre-poste : en 1969 *Les Gueux*, *Femmes dans l'oued Bou-Saâda*, en 1976 *L'Aveugle* et en 1986 *La vie de Mohammed*. À l'entreprise de réhabilitation succède une importante vague de vulgarisation, conduisant à faire d'Antoine Dinet un symbole de l'Algérie.

Antoine Dinet, fils de juriste s'engage en 1884 dans un voyage en Algérie, où la lumière du désert le séduit. Vingt ans plus tard, il achète une demeure à Bou-Saâda, une oasis du sud, où il s'installera sans renoncer à ses nombreux voyages à Paris. Il s'attache à peindre les paysages et le ciel, puis les personnages et les scènes de genre. En 1893, Antoine Dinet rencontre à Bou-Saâda Sliman ben Ibrahim qui vient à son aide lors d'une rixe, et devient son collaborateur et son légataire. En 1913 il se convertit à l'Islam, et effectue un pèlerinage à la Mecque avant de mourir à Paris en 1929. Suivant sa volonté, il sera enterré à Bou-Saâda. Le musée Dinet, longtemps projeté, et évoqué à la fin de l'ouvrage de François Pouillon, est inauguré en 1993, puis saccagé par les islamistes en 1995.

Cet ouvrage très bien documenté, riche en références historiques et artistiques apporte sans conteste un éclairage très enrichissant sur Antoine Dinet et au-delà, sur l'histoire contemporaine de l'Algérie.

Vanessa ROUSSEAU

• Spécial : Montagnes, *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, Faculté des lettres et des sciences humaines Ben Msik, Casablanca, Revue semestrielle n° 2/1997, 179 p.

Cette revue, tout récente, consacre chaque numéro à un thème spécial. Dans celui-ci, la montagne est à l'honneur car elle est dotée d'un cadre naturel remarquable et de populations vaillantes et fières, elle joue un rôle fondamental

dans l'économie et la société rurales du Maghreb. Cette livraison est composée de quatorze articles venant d'enseignants, de chercheurs... qui ont pour objectifs de montrer la place et les grands problèmes de la montagne maghrébine, en abordant des sujets divers comme la question de l'eau, ses ressources végétales, son équilibre environnemental... Cette revue, initiative d'un petit groupe, est très prometteuse.

Vanessa ROUSSEAU

• STORA Benjamin – **Appelés en guerre d'Algérie**, Gallimard, collections Découvertes, Gallimard. Histoire, Paris, 1997, 128 p.

Benjamin Stora dispose sur l'Algérie d'un grand capital de savoir. Savoir d'origine familiale et militante autant que livresque, savoir également d'origine documentaire. Savoir d'historien. Il a aussi un indéniable talent pour présenter, évoquer et clarifier, qui peut le situer, aussi, dans la vulgarisation et le journalisme.

Disons d'emblée que nombre de ses productions ne se sont pas, malheureusement, toujours situées au niveau de ses possibilités : qu'il s'agisse de son classique et indispensable Messali Hadj – mais on a vu tellement pire, depuis, avec l'ahurissant Messali Hadj, récemment commis par un grand prête de Messali, Jacques Simon), qu'il s'agisse de l'incontournable – mais trop étroitement politique – *Dictionnaire de militants nationalistes algériens*, qu'il s'agisse de sa trilogie sur l'histoire de l'Algérie depuis 1830 – mais bien scolaire et bien rapide –, qu'il s'agisse du malheureux Ferhat Abbas co-signé avec Zakya Daoud, pseudonyme d'une journaliste connaissant approximativement l'Algérie, qu'il s'agisse enfin de son *Imaginaire de guerre – Algérie – Vietnam* – beau sujet, mais livre bâclé, récitatif et brouillon –, tout, dans la frénétique accumulation de titres à laquelle Stora soumet son public, à la fois appelle l'espoir, et à la fois suscite l'irritation.

D'où vient que sa dernière production, son petit *Appelés en guerre d'Algérie*, me paraisse largement échapper aux défauts habituels ? Nous avons là un livre pensé et qui ne se trompe pas de sujet : il s'agit bien d'une synthèse sur les appelés français de ce qu'on nomme en France « la guerre d'Algérie », même si, ici et là, perce encore l'envie de narrer l'événementiel de la guerre. Le livre est intelligemment et rigoureusement découpé, même si des facilités peuvent par endroits surnager. Nous avons ici plus qu'un aide-mémoire, même si l'on n'a évidemment pas une thèse – ce n'est d'ailleurs pas le dessein de l'auteur.

En attendant l'admirable thèse d'histoire orale de Claire Mauss-Copeaux – dont on annonce la prochaine parution – sur la mémoire des appelés d'Algérie du département des Vosges, le petit livre de Stora, alerte synthèse appuyée sur un solide ancrage bibliographique et sur un corpus documentaire varié, bien utilisé et agréablement présenté, sera sur la question un ouvrage essentiel malgré sa petite taille. Les anciens appelés le liront avec émotion, le public cultivé y trouvera informations et matière à réflexion, l'enseignant le recommandera volontiers à ses étudiants.

Qu'on me permette de terminer par un vœu en forme d'amicale suggestion à Benjamin Stora : au prix, sans doute, de grands renoncements médiatiques, au prix de ces longues années de dure solitude sans lesquelles il n'est guère d'œuvre majeure qui vaille, au prix d'une reprise fouillée, scrupuleuse et mûrie de toute son œuvre antérieure, Stora doit donner le livre ample aussi généreux que rigoureux, qu'il doit à ses lecteurs, qu'il doit à ses amis, qu'il se doit à lui-même.

Gilbert MEYNIER

- THOMAS (Henri-Jean) – **Le terrorisme urbain à Alger en 1962**. Delta 7, Paris, l'Harmattan, 1997, 304 p.

Henri-Jean Thomas commandait le 12^e bataillon d'infanterie chargé du sous-secteur ouest du Grand Alger, du 3 août 1961 au 4 juin 1962. Avant et après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, il a collaboré avec l'ex-capitaine Murat, passé à l'OAS, pour combattre les enlèvements de Français par le FLN, découvert plusieurs charniers, et rédigé après son rappel un mémorandum sur ces enlèvements pour la défense de Murat devant la Cour de sûreté de l'État⁽⁹⁾. On attendait donc son témoignage avec intérêt, pour le confronter avec celui de son adversaire Azzedine⁽¹⁰⁾ et avec l'enquête très hostile à l'OAS de Jean-Philippe Ould-Aoudia⁽¹¹⁾. Mais ce livre est-il un témoignage déguisé en roman, ou bien une fiction ?

L'examen du contenu permet de conclure que l'auteur a malheureusement mélangé ces deux genres, en s'inspirant de faits réels sans s'interdire de les modifier. On peut donc mettre en doute l'exactitude des paroles et des actes attribués aux personnages, même à ceux dont le nom et l'identité sont respectés. Premier exemple, p. 216 : « Soleil demande d'intensifier les attentats contre les musulmans » ; au contraire, on sait que le chef suprême de l'OAS a toujours condamné les attentats racistes, mais que ses subordonnés interprétaient ses instructions à leur guise⁽¹²⁾. Deuxième exemple p. 279 : « Tout est fini, mon colonel, continua Murat. Plusieurs de nos chefs, tels que Susini et Gardes, ont trahi notre cause », en négociant un accord avec le FLN. Or, Jacques Chevalier a témoigné devant le tribunal de la parfaite loyauté de Murat envers ses chefs durant cette négociation. Ainsi, ce livre nous renseigne mieux sur l'état d'esprit de son auteur que sur les faits qu'il évoque. Les historiens en apprendront davantage dans la thèse soutenue en 1997 à l'Université de Paris IV par Jean Monneret⁽¹³⁾, qui a recueilli et utilisé le témoignage de Henri-Jean Thomas.

Guy PERVILLE

- VENIER Pascal – **Lyautey avant Lyautey**, L'Harmattan, 1997, 291 p.

Cet ouvrage, tiré d'une thèse de doctorat en histoire soutenue en 1994 à l'Université de Provence sous la direction de Jean-Louis Miège, prend acte de l'absence de travail de facture universitaire sur Lyautey avant le Maroc (hormis le bel ouvrage d'André Le Révérend portant sur l'officier écrivain), et s'auto-définit comme « une recherche systématique sur les débuts de sa carrière coloniale, conçue comme une contribution à la biographie critique du maréchal Lyautey ». L'examen très attentif de l'inépuisable fonds Lyautey aux Archives nationales et des sondages minutieux dans les archives Outre-mer à Aix et des Affaires étrangères à Nantes font remonter une myriade de périodiques officiels et de correspondances privées, dont dix-huit, des plus topiques, figurent en annexe. C'est dire combien cet ouvrage d'apparence modeste constitue un important instrument de travail non seulement pour tous ceux qui s'intéressent à la figure de Lyautey, revisitée récemment par un assez pâle essai émanant d'un ancien ministre des Affaires étrangères, mais surtout réactualisée par le

(9) *OAS parle*, Paris, Julliard, 1964, p. 256-263.

(10) *Et Alger ne brûla pas*, Paris, Stock, 1980.

(11) *L'assassinat de Château-Royal*, Paris, Tirésias, 1992.

(12) *OAS parle*, op. cit., p. 109 et 167 ; cf. Jean Ferrandi, *600 jours avec Salan et l'OAS*, Paris, Fayard, 1969, p. 263-273.

(13) *La phase finale de la guerre d'Algérie*, 647 p. dactylographiées.

métier de soldat humanitaire illustré en particulier en Bosnie. En lisant cet ouvrage, on réduit quelques zones d'ombre striant encore la biographie du vieux connétable d'empire et on en découvre quelques nouvelles, qui complexifient encore la configuration labyrinthique d'un homme échappant à tout classement réducteur.

Ainsi Lyautey songe-t-il à la carrière coloniale dès 1889, cinq ans avant le « télégramme libérateur » de 1894, et non pas pour s'évader de la grisaille métropolitaine, – comme il le donnera à voir avantageusement – mais parce qu'il s'est endetté. Et, dès 1902, participe-t-il aux « déjeuners Étienne », qui préparent la conquête du Maroc à Paris, si bien que sa nomination à Aïn Sefra ne ressort nullement du coup de théâtre, comme il s'est ingénié à l'accréditer, mais d'une démarche sollicitée et exécutée de main de maître. Ainsi encore, en 1909, alors qu'il est dans une passe difficile à Oran et freiné des quatre fers par Paris et la légation de France à Tanger, est-il plus qu'effleuré par l'idée du suicide, puisqu'il écrit un testament à l'intention de ses très proches, dont Venier cite de larges extraits.

Ce sont également la biographie intellectuelle et la manière de pratiquer l'action coloniale de Lyautey au Tonkin et, surtout, dans le Sud de Madagascar, qui sont clarifiées et précisées par cette patiente et rigoureuse dissection d'archives. On comprend mieux, pièces en mains, ce que Lyautey apprend de Lanessan, républicain franc-maçon féru de mandarinat et de confucianisme, et du colonel Pennequin, l'inventeur de la « guerre ethnique » au Tonkin. On découvre comment le colonel expert en « protectorats internes » à Fianarantsoa faillit inventer un royaume Bara, qui n'avait jamais existé : prélude à d'autres entreprises de féodalisation dans le Sud marocain, dont on sait la facticité sociologique et la nocivité politique. On saisit mieux à quel horizon intentionnel correspond l'article sur le rôle colonial de l'armée paru en 1900. Bref, on assiste à la genèse d'une personnalité et à l'affinement progressif d'une pratique coloniale. Surtout, on mesure presque cliniquement comment Lyautey conquiert le pouvoir, *du* pouvoir partout où il commande et à quel *kriegspiel* ébouriffant il se livre en permanence pour le garder et l'étendre.

Mais, sous la façade de l'homme de pouvoir, Pascal Venier ne fait jamais ressortir, en jouant sur la correspondance littéraire (celle vouée sur le champ au paraître à Paris et à l'édition plus tard), l'artiste et l'homme de contact avec d'autres civilisations, qu'il apprend aussi par le corps et l'émotion. Pourquoi Lyautey a-t-il, d'emblée, un coup de foudre pour l'Algérie au début des années 1880, que le retour à Aïn Sefra confirmera, et pourquoi comprend-il cérébralement le Vietnam, mais ne le sent-il pas ? En quoi sa vision, très singulière, de la société malgache, s'originalise-t-elle par rapport à celle de ses contemporains si plate, si réductionniste ? Quelle est la part de l'esthète, celle de l'intellectuel en uniforme, celle de l'humaniste de grande classe dans sa compréhension pénétrante des civilisations non modernes, déjà à l'œuvre dès ses premiers pas coloniaux et qui inspirera plus tard son maniement de la très vieille monarchie marocaine ? À cet ouvrage de chartiste, classiquement découpé et excellemment informé, il manque de l'ambition.

Daniel RIVET

Bibliographie en langue arabe¹

- البكاري عبد السلام. - الأشراف العمرانيون بالمغرب دراسة وثائقية.
- al-BAMMÂRÎ 'Abd al-Salâm. - **Les Chorfa de la (confrérie) 'Amrânî: étude documentaire.** Kenitra, al-Bûkîlî li-Itibâ'a aw-l-nachr al-tawzî', 1996, 52 p.
- بنعبد الله عبد العزيز. - سبتة ومليلية معقلان مغربيان أماميان على البحر الأبيض المتوسط.
- BAN'ABD ALLÂH 'Abd al-'Azîz. - **Sebta et Mellilia, bastions marocains avancés en Méditerranée.** Rabat, Charikat Kâb Tûr, 1996, 144 p.
- بنونة أحمد. - مذكرتي عن سفرتي إلى فاس لأجل الدراسة سنة 1919/1313 م.
- BANNÛNA Ahmad. - **Mémoire de mon passage estudiantin à Fès en 1919.** Muhammadiyya, Matba'at Fadîla, 1996, 46 p.
- بو شعراء مصطفى. - علاقة المخزن باحواز سلا، قبيلة بني أحسن.
- BÛ CHA'RÂ' Mustafâ. - **Les relation entre le Makhzen et les Ahwâz (les alentours) de Salâ, la tribu des Banû Ahsan.** Rabat, Kulliyyat al-Âdâb wa-l-'Ulûm al-Insâniyya, 1996, 359 p.
- التادلي الصومعي أحمد. - كتاب المعزى في مناقب الشيخ أبي يعزى.
- al-TÂDLÎ al-SAWMA'Î Ahmad. - **Le livre précieux sur les vertus de al-Chaykh Abî Y'azâ.** Agadir, Kulliyyat al-Âdâb wa-l-'Ulûm al-Insâniyya, 1996, 510 p.
- التازي محمد. - يوميات صحافي.
- al-TÂZÎ Muhammad. - **Journal d'un journaliste.** Casablanca, Dâr al-Âfâq al-Jadîda, 1996, 315 p.
- التمسamani عبد العزيز خلوق. - دراسات في تاريخ شمال الغرب المعاصر.
- al-TAMSAMÂNÎ 'Abd al-'Azîz Khalûq. - **Études sur le nord du Maroc contemporain.** s.l., 1996, 111 p.

¹ La saisie et la mise en forme de cette bibliographie en langue arabe ont été réalisées avec l'aimable collaboration de M. Mounir ARBACH, chercheur associé à l'IREMAM-MMSH.

- التمسamani عبد العزيز خلو. - ملامح من تاريخ طنجة المعاصر:

١٩٤٧-١٧٩٢.

- al-TAMSAMÂNÎ 'Abd al-'Azîz Khalûq. - **Traits de l'histoire moderne de Tanger : 1792-1947**. Tanger, Manchûrât Slîkî Ikhwân, 1996, 119 p.

- الحلواني محمد علي. - مقاربات حول تاريخ العلوم العربية.

- al-HALWÂNÎ Muhammad 'Alî. - **Approche autour de l'histoire des sciences arabes**. Sfaxe, Kulîyyat al-Âdâb wa-l-'Ulûm al-Insâniyya, 1996, 105 p.

- خوان كبييرو. - سيدي محمد بن عبد الله وقضية مليلية المحتلة -1775

1774 من خلال يومية الأسباني خوان كبييرو.

- JUAN Cavallero. - **Sidî Muhammad Ibn 'Abd Allâh et l'affaire de Mellîlia occupée, 1774-1775, d'après la chronique de l'Espagnol Juan Cavallero**. Rabat, al-Matba'a al-Malakiyya, 1996, 178 p.

- السعود عبد العزيز. - تطوان خلال القرن التاسع عشر.

- al-SA'ÛD 'Abd al-'Azîz. - **Tétouan au 19ème siècle**. Tétouan, Asmîr, 1996, 195 p.

- الشريف محمد. - نصوص جديدة ودراسات في تاريخ المغرب الإسلامي.

- al-CHARÎF Muhammad. - **Nouveaux textes et études de l'histoire de l'Occident musulman**. Tétouan, Majmû'at al-bahth fî al-târikh al-maghribî wa-l-andalusî, Jâmi'at 'Abd al-Malik al-Sa'dî, 1996, 114 p.

- عاصم عبد الله. - صفحات من ماضي رجل فريد في الذكرى الخمسين

لوفاة سيدس الحاج محمد التوزاني.

- ÂSIM 'Abd Allâh. - **Pages d'histoire d'un homme au cinquantenaire de la mort de Sidî al-Hajj Mohammad al-Tûzânî**. s.l., 1996, 160 p.

- العطار بو غالب. - سبتة ومليلية : مغاربة تحت الاحتلال.

- al-'ATTÂR Bû Ghâlib. - **Sebta et Mililiya : Marocains sous l'occupation**. Casablanca, Dâr al-Nachr al-Maghribiyya, 1996, 455 p.

- كريم عبد المجيد، /جلاب الهادي . - مقدمات ووثائق حول قصور الحمدية

والترامواي.

- KARÎM 'Abd al-Majîd / JALÂB al-Hâdî. - **Notes et documents sur les palais de la Muhammadiyya et du Trâmwây**. Tunis, al-Ma'had al-A'lâ li-Târikh al-Haraka al-Wataniyya, 1996, 173 p.

- القادري أبو بكر. - الحاج أحمد بلافرج الديبلوماسي المحنك، ملامح من

- سيرته ونماذج من إنتاجه.
- al-QÂDIRÎ Abû Bakr. - **Al-Hâjj Ahmad Balâfrez habil diplomate, aspects de sa vie et extraits de son œuvre.** s. l., 1996, 389 p.
- الهاشمي البلغيثي أسية. - **المجالس العلمية السلطانية على عهد الدولة العلوية الشريفة.** مجموعة 2.
- al-HÂCHIMÎ al-BALGHÎTHÎ Âsiya. - **Les séances scientifiques des sultans à l'époque de la dynastie chérifienne des Alaouites.** Rabat, Wazârat al-Awqâf wa-l-Chu'ûn al-Islâmiyya, 1996, 469 p.
- الوردغي عبد الرحيم. - **الموجز في تاريخ الأحزاب السياسية المغربية وتطورها.**
- al-WARDÎGHÎ 'Abd al-Rahîm. - **Précis de l'histoire et du développement des partis politiques marocains.** Rabat, Matba'at Ilît, 1996, 79 p.
- مؤلف مجهول. - **مختصر نزهة الأفكار وحلة الأبرار في مناقب سيدي عبد القادر وشيخه.**
- ANONYME. - **Mukhtasar Nuzhat al-afkâr wa-hillat al-abrâr fî manâqib Sîdî 'Abd al-Qâdir wa-Chaykhîh.** Tétouan, Asmâr, Silsilat at-turâth, 1996, 97 p.
- Généralités**
- أعمال ندوة بيان يناير 1994 بين مطلوبة الإستقلال والديمقراطية.
- **Travaux de la Conférence sur le communiqué de juillet 1994 entre la revendication de l'indépendance et la démocratie.** Casablanca, 1996, Matba'at al-Jadîda, p. 196.
- باهي ... الصحافي والمناضل.
- **Bâhî ... le journalite et le militant.** Tanger, Wakâlat Chirâ' li-khadamât al-I'lâm wa-l-Ittisâl, 1996, 137 p.